

# FOI ET DEVELOPPEMENT

49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France  
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - e-mail: publications@lebret-irfed.org

N° 329 – décembre2004

## Vers un autre mode de croissance **LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE**

par Gabriel Marc\*

**Essor ou déclin du développement ? La question hante les acteurs et observateurs de l'évolution économique et sociale de notre planète. Notre revue elle-même, en portant le nom de *Foi et Développement*, ne peut pas se dérober à l'interrogation fondamentale : Avons-nous encore foi dans un développement du monde équilibré, maîtrisé, respectueux de l'environnement ? Ou bien, comme le suggère Gabriel Marc, le noble terme de « développement » n'est-il qu'un « enjoliveur » sur la carcasse brisée d'un projet passé de mode ?**

**La chute du Mur de Berlin, en novembre 1989, avait ouvert la voie à la mondialisation, dont je me demandais, ici même, si elle n'était pas le nouveau nom du développement. La prudence nous oblige à poser aujourd'hui des exigences nouvelles. Quelle terre laisserons-nous à nos enfants, disions-nous dans les années 70 ou encore au Sommet de Rio en 1992 ? Nous n'avons toujours pas de réponse. Le temps est venu de s'atteler à un chantier étroitement lié à la sauvegarde non seulement du développement durable, mais de la paix mondiale.**

**Gabriel Marc évoque des perspectives dont les termes, encore inhabituels, pourront choquer. Citons le principe de la « décroissance économique programmée », ou la recherche d'un modèle de développement alternatif. De quoi s'agit-il ? Cessons de rêver d'un mode de production et de consommation semblable à celui des Etats-Unis d'Amérique. Non que ce rêve soit inaccessible – l'évolution de la Chine actuelle, de l'Inde ou de la Corée du Sud, le prouve – mais il est insensé. La croissance doit être assortie de nos jours du principe de précaution qui vise à sortir le développement de l'obsession consummatrice.**

**Nous ne sommes pas les seuls, à *Foi et Développement*, à poser des questions existentielles. Au moment où nous écrivons ces lignes, la Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses publie un document très alarmiste. L'auteur constate que, « *d'une manière générale, malgré l'adhésion réitérée de nos élites au principe du développement durable, nous avons à l'égard de l'environnement un comportement qui ne garantit pas la survie de l'humanité au-delà du XXIe siècle* » (1). Propos pessimistes, sans doute un peu excessifs. Mais Gabriel Marc nous invite lui aussi à l'examen de conscience. Son article, finalement, est un plaidoyer pour « une sagesse nouvelle à inventer ». De toute urgence.**

*Albert Longchamp*

---

(1) Cf. Peter Nigli : *La mondialisation, et après... Quel développement au 21<sup>e</sup> siècle*, 128 p. Pour information, consulter [www.swisscoalition.ch](http://www.swisscoalition.ch)

\* Gabriel Marc, ancien président du CCFD et de l'ACI française, est membre de Justice et Paix – France. Il a consacré l'essentiel de sa carrière de haut fonctionnaire à la solidarité avec les tiers mondes.

*« Il y a assez de ressources sur la planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire le désir de possession de chacun ». Gandhi*

**N**otre millénaire débute avec une question majeure : que va-t-il falloir sacrifier sur l'autel de la croissance économique ? L'emballement consommateur dans les pays riches ? L'espoir de vie humainement digne des masses pauvres des tiers et quart mondes ? La possibilité pour les générations à venir de vivre sur une planète en bon état ?

Question purement provocatrice, dira-t-on, et totalement inopportune. Car la réponse est là, assurée d'elle-même : on peut et on doit tout à la fois favoriser le développement des riches, celui des pauvres - plus rapide si possible - et garder toutes leurs chances de continuer leur développement aux générations qui suivent. C'est ce que depuis le rapport de Madame Brundtland<sup>1</sup> à l'ONU en 1987 l'on appelle « le développement durable, soutenable ». Moyennant quelques aménagements aux fonctionnements de l'humanité d'aujourd'hui on devrait y parvenir.

Le projet a été mis en forme à la conférence de l'ONU à Rio en 1992 sur le thème « environnement et développement », familièrement dénommée « le Sommet de la Terre ». Son niveau d'exigence a été abaissé dix ans plus tard à Johannesburg. Preuve rassurante que tout ne va pas si mal ou inconscience criminelle des gouvernements ? L'emploi du noble terme de « développement » comme une sorte d'enjoliveur ne doit pas faire illusion. Il ne faut pas creuser beaucoup pour découvrir qu'il dissimule la croissance de la consommation et le souci de s'accaparer les ressources matérielles qui la permettent.

Une difficulté cependant pointe à l'horizon. Tel qu'il est formulé le projet de développement durable repose sur une hypothèse dont la validité ne fait pas l'objet d'évaluation. Depuis les débuts de la civilisation, la croissance économique s'est déroulée sans que l'on ait à se soucier de la capacité de la terre de la supporter : les ressources s'avéraient inépuisables. Même l'ère industrielle, pourtant gourmande de ressources, a pu longtemps s'épanouir sans limites. Or quelques indices récents donnent à penser que cette hypothèse d'une planète sans limites pourrait être invalidée.

## **Une surexploitation de la planète**

La vie quotidienne des gens est désormais traversée par des dérèglements issus d'une surexploitation de la planète. La pollution dans les villes de tous les pays entrave la respiration, provoque des maladies allergiques et pulmonaires. On hésite à boire l'eau de nappes phréatiques polluées par des effluents industriels ou agricoles. On ne sait plus où mettre des centaines de millions de tonnes de déchets dont certains sont toxiques. Des maladies nouvelles se propagent par avion. Des espèces

---

<sup>1</sup> Mme Gro Harlem Brundtland, ex Premier ministre de Norvège, a coordonné le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Ce rapport a été publié en 1988 sous le titre *Notre avenir à tous* (éd. Du Fleuve).

animales et végétales venues d'ailleurs perturbent les écosystèmes. Le forçage des sols entraîne leur stérilité. Les ressources de la mer s'amenuisent. Des espèces animales ou végétales familières disparaissent. L'énergie fossile se raréfie et enchérit alors que bon nombre de biens courants, à commencer par l'automobile, en dépendent. Les gisements métalliques connus s'épuisent et les cours montent, ce que déplore le moindre artisan de village, etc.

Il ne s'agit plus seulement de dire d'experts jouant les Cassandra. Les conversations courantes attribuent les anomalies du climat au réchauffement de l'atmosphère. Les habitants des pays tropicaux constatent des modifications du régime des pluies et des cours d'eau dont dépend leur alimentation. Une conscience vague prend naissance ici ou là au constat banal d'une possible irréversibilité des dommages causés à la biosphère, sans du reste que la crainte que « le ciel nous tombe sur la tête » entraîne des comportements nouveaux.

Les données du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) objectivent ce que les gens constatent<sup>2</sup>. Les sols, l'eau, l'air, la biodiversité, les forêts, les poches d'eau profonde, l'énergie fossile, toutes ressources naturelles qui ont pris des millions d'années pour se constituer, sont victimes d'une dynamique consummatrice qui les pille et les gaspille sans souci de les renouveler. Certaines ressources non renouvelables pourraient s'épuiser avant un demi-siècle, c'est-à-dire une ou deux générations après la nôtre, à population constante.

Mais une seconde limite existe, corrélée à la précédente : la croissance démographique. La population mondiale a doublé de 1960 à 2000, passant de 3 à 6 milliards d'habitants. Après être passée par un maximum vers 1970, la natalité a sensiblement régressé depuis. Mais le nombre des parents issus des périodes de natalité élevée est tel que 2 milliards d'individus vont s'ajouter d'ici quinze ou vingt ans aux 6 milliards actuels. La quasi-totalité des nouveaux venus vivront dans les pays aujourd'hui pauvres ou tout juste émergents. Même modestes, leurs besoins rapprochent dans le temps les limites infranchissables de la biosphère.

Enfin, troisième limite, celle du social. Le modèle de consommation des pays riches conduit à l'extension de la pauvreté. Les sociétés « avancées » voient avec étonnement prospérer en leur sein des poches contagieuses de pauvreté, qu'elles renâclent plus ou moins à soutenir par l'impôt pour maintenir hors de l'eau les victimes. Ce n'est pas la seule conséquence sociale de la consommation. L'obsession du revenu pour consommer<sup>3</sup>, le stress engendré par le rythme forcené du travail, une pression médiatique harcelante, favorisant l'enfermement dans un individualisme qui facilite la vente, abîment le tissu social et entravent gravement la gouvernance et la solidarité.

Ce n'est rien pourtant comparé aux masses miséreuses des tiers mondes qui se comptent par milliards et auxquelles vont appartenir les nouveaux venus sur cette terre. On objectera que les tiers mondes ne sont plus tous très pauvres. La Chine, l'Inde, le Brésil, d'autres peut-être, sont partis pour surmonter la misère de masse. Il est exact que l'on y voit prospérer les classes moyennes désirant atteindre le niveau

---

<sup>2</sup> On se reportera avec intérêt aux rapports annuels du PNUD. Notamment celui de 1998 qui contient les données dont on se sert couramment. Les rapports suivants détaillent successivement certains des aspects envisagés dans le rapport de 1998.

<sup>3</sup> Plusieurs études, en particulier aux Etats-Unis récemment, ont montré qu'à mesure que le revenu d'un individu augmente, augmente aussi, bien plus vite, la somme qu'il considère comme nécessaire pour faire face à ses nouvelles envies de consommation.

de consommation des riches. Cela va peser sur les ressources de la planète<sup>4</sup>. Il reste pourtant 3 milliards de personnes avec un pouvoir d'achat inférieur au minimum de dignité humaine et peut-être 4 ou 5 milliards demain. Le scénario paisible d'un milliard de riches obsédés de le devenir davantage, au milieu d'un océan sans vagues de quelque 4 ou 5 milliards de très pauvres, est illusoire. Une humanité ainsi composée serait insoutenable et pas seulement pour des raisons élémentaires d'éthique<sup>5</sup>.

Si l'on fait le compte de tout cela, on s'aperçoit que la question posée dès le début est moins provocante qu'il y paraissait. Il est donc opportun de la reprendre.

## **Ce qui domine c'est le bricolage !**

A vrai dire les dirigeants des peuples, les experts de toutes disciplines, les sages qui ne renoncent pas à s'exprimer dans les interstices des médias, les citoyens qui grappillent une information souterraine pour comprendre le monde, savent ou pressentent ce qui vient d'être dit. Les réunions internationales, notamment celles organisées souvent par les organismes de la famille des Nations Unies, contribuent lucidement à l'élaboration du diagnostic. Certes, beaucoup de gens préfèrent mettre la tête dans le sable ou discréditent les plus conscients au motif qu'ils annoncent prématurément une apocalypse douteuse. Quant aux opinions occidentales, si elles ressentent les premiers effets néfastes d'une exploitation irresponsable de la biosphère, elles sont peu informées, peinent à prendre en compte dans leur imaginaire une dimension plus ample que le local. Et elles sont conditionnées, jusqu'à l'aliénation, à consommer toujours plus.

Ce qui domine dans les instances internationales, où l'on cherche malgré tout des solutions pour atténuer les effets dommageables d'une production anarchique, c'est le bricolage. On compte sur la technologie (faire des voitures moins polluantes, mettre au point des sources alternatives d'énergie...), sur les citoyens (moins gaspiller, trier les déchets, voire replanter des arbres, comme cette femme kenyane que vient de distinguer le prix Nobel de la paix...), sur des procédés moins polluants (la culture bio sans intrants artificiels ...). A défaut de spontanéité citoyenne, on compte sur la contrainte de la loi. Ce sont à l'évidence, malgré leur insuffisance, de bonnes pistes à explorer. Cela devrait permettre, sinon le développement durable, du moins le recul dans le temps d'un affrontement entre les désirs insatiables des hommes et les limites de capacité de la biosphère.

On relève parfois avec satisfaction que la consommation moderne comporte proportionnellement toujours moins de matières premières et toujours plus de matière grise, ce qui économise en partie les ressources naturelles. Pourtant, si le rythme d'utilisation des ressources devenant rares se ralentit ainsi dans le supplément annuel de croissance des riches, il ne diminue pas pour autant. Par ailleurs, les pays émergents et ceux qui pourraient le devenir ont besoin avant tout de ces ressources à leur stade d'industrialisation, comme les pays riches en ont eu besoin naguère lorsqu'ils

---

<sup>4</sup> On connaît l'exemple limite, souvent cité. Il y a 500 millions de véhicules automobiles circulant dans le monde. Si les seuls Chinois désiraient en acquérir au niveau des Américains, l'atmosphère serait si irrespirable qu'il faudrait une seconde planète !

<sup>5</sup> On peut songer à une immense jacquerie ou à toute autre forme d'invasion des riches par les pauvres. Mais que penser de ce soupir exprimé par l'une ou l'autre personnalité politique américaine en voix off : « *Ah que le monde serait agréable s'il y avait trois milliards de gens de moins !* »

en étaient au même stade. La ponction sur les ressources naturelles risque donc de ne pas faiblir.

Ce nettoyage des scories du modèle dominant reste d'ordre économique. On sent dans les débats à ce sujet une volonté sous-jacente de n'attenter en rien au système de la croissance devant lequel se prosterne l'Occident. Pour les politiques c'est compréhensible car aucun gouvernement, dans l'état actuel d'une opinion qu'il n'informe pas, ne peut prendre le risque d'un déplacement de l'économie de consommation vers quelque chose d'autre. Dans les réunions internationales, si l'on pose le bon diagnostic, si l'on propose des aménagements de bon sens, les financements nécessaires ne sont acceptés qu'au forceps et, une fois promis sans conviction, ils ne sont finalement jamais réunis ou à trop petite dose pour avoir un résultat significatif. Finalement on bricole, on jette de la poudre aux yeux et le monde continue sur son erre sans vouloir voir qu'il a devant lui un mur sur lequel il pourrait se fracasser. Comment faire autrement si l'on n'a pas l'assentiment des citoyens et si ceux-ci sont tenus à l'écart des diagnostics par un système médiatique aux ordres de la consommation ? On vit donc dans l'illusion et dans une bonne conscience, désastreuse à moyen terme.

C'est la réponse implicite donnée aux questions du début. Le pôle central de l'économie mondiale demeure la consommation des pays riches mesurée par un taux de croissance élevé du PIB. Quand celui-ci traîne, tout le monde soupire après son retour pour régler les problèmes sociaux et environnementaux sans sacrifice pour personne. Pourtant ce taux de croissance, qui sert d'icône à la religion du progrès économique n'est pas vertueux. Il additionne la production pour la consommation et la réparation des nuisances pour la satisfaire mais il ne soustrait pas ces nuisances elles-mêmes, celles sur l'environnement et celles sur la cohésion sociale. Aucun amortissement n'y figure. Il est probable que si l'on comptabilisait en négatif la réparation des nuisances et l'usure, le gaspillage ou l'obsolescence des biens, le taux de croissance serait le plus souvent inférieur à zéro. Là encore on vit dans l'illusion.

Si, grâce aux rapports actuels de puissance économique, financière et militaire entre nations, la consommation des riches demeure prioritaire, il s'ensuit que l'amélioration de la condition des pauvres ne peut être qu'un projet marginal, de l'ordre du superflu. Il ne leur reste qu'à conquérir comme ils le peuvent leur propre croissance, du moins ceux qui en ont la volonté et les moyens. Là où c'est le cas, ils deviennent à la fois des débouchés et des compétiteurs et sont invités dans le commerce mondial. Le reste - quelque trois milliards d'individus pour l'instant - est abandonné à la débrouille pour la survie... ou à la charité !

Quant aux générations qui suivent, elles sortent tout à fait de l'épure. On verra plus tard ! Quelle terre laisserons-nous à nos enfants disait-on en 1970 ? Il n'y a pas de réponse.

## **L'urgence d'un retournement radical**

La proximité d'un dangereux état limite rend urgent un retournement radical dans la manière de se servir de la planète, orienté vers une justice, une dignité et un bien-être pour tous. De quelque côté que l'on se tourne, il faudra bien aborder la solution de ce problème à la hauteur où il se pose. Et le plus tôt sera le mieux.

Celle-ci exerçant une priorité comme force et comme modèle dominants, il faut à l'évidence commencer par une remise en cause par les pays riches de leur frénésie de consommation de n'importe quoi pour n'importe quoi. L'emballement actuel pour les objets, sans cesse relancé par une technologie ivre d'elle-même, n'a aucune chance de durer indéfiniment.

En considération de cela certains économistes appellent à une décroissance économique programmée. Cela fait sursauter mais n'est pas illogique. C'est sans doute une des pistes à suivre et il existe, à l'échelle microsociale, des expériences de frugalité, de consommation raisonnée, d'échanges non monétaires, qu'il faudrait regarder avec intérêt plutôt que de hausser les épaules avec mépris.

Il y a autre chose à trouver cependant qu'une décroissance qui reste d'ordre économique. Il faut plutôt rechercher les voies vers une autre croissance, moins asservie au culte des objets et davantage orientée vers les services, notamment les services non marchands, de personne à personne. Plus fondamentalement, il faut chercher comment déplacer le modèle dominant de l'économique vers l'humain et le social, de la quantité des objets à la qualité des rapports humains. Cela ne disqualifie pas pour autant l'économie, c'est évident, mais cela revient à la subordonner à l'humain au lieu que l'humain soit manipulé par elle.

Grâce à cette dynamique, on peut dégager des espaces dans l'usage de la planète permettant le développement des pays pauvres. Ceux-ci sont bien sûr invités, eux aussi, à inventer un modèle de développement alternatif de celui de l'Occident, sauf l'accès aux biens fondamentaux, l'alimentation, le logement, le vêtement, l'instruction, la santé, plus ce petit superflu qui donne du goût à la vie. L'augmentation des besoins en ressources naturelles d'une existence décente pour les pauvres pourrait être rendue possible, sans danger excessif pour la planète, si les pays riches renonçaient partiellement à accumuler des objets futiles et à les gaspiller.

## **Un arrêt de mort du libéralisme triomphant**

Ces suggestions sont bien propres à faire bondir d'indignation les leaders de la mondialisation. Elles risquent la récusation aussitôt émises. Car elles signent un arrêt de mort du libéralisme triomphant comme moyen de régulation. Il n'est pas insensé pourtant de proposer un déplacement de l'économique vers l'humain et le social. Le PNUD, sur la suggestion d'économistes issus des pays pauvres<sup>6</sup>, calcule et perfectionne sans cesse des indicateurs très affinés de développement humain et préconise « un développement humain durable ». C'est une illustration de la revendication pour une priorité donnée à l'humain.

Il est clair que le déplacement envisagé exige, pour entrer dans les faits, une colossale mutation de la pensée et des comportements. Il entraîne de nouvelles institutions de régulation dont on n'a encore guère idée et aussi des bouleversements de valeurs considérables. Toute une sagesse nouvelle à inventer.

---

<sup>6</sup> Notamment Amartya Sen, un Indien, prix Nobel d'économie 1998. Voir son livre *Development as freedom*, Knopf 1999 ; traduction française : *Un nouveau modèle économique, développement, justice, liberté*, Odile Jacob 2000.

Il y faudra une volonté politique très forte à dimension planétaire. Elle demande la formation d'une opinion actuellement manipulée et sous-informée, afin qu'elle adhère d'elle-même à la marche vers ce qui apparaît aujourd'hui comme une utopie mais deviendra progressivement réalité. Car un nouveau mode de vie assagi sur une planète respectée et entretenue comme un jardin exige non seulement l'assentiment de l'opinion mais son initiative. Les mises en cause de la mondialisation libérale ne manquent pas déjà et leur coordination progresse. Il en va de même dans les tiers mondes où des sages et des experts expriment des visions nouvelles d'un développement humain adapté à la condition présente des pauvres.

Beaucoup commencent à préconiser la lutte contre les excès d'une publicité marchande, vénale et omniprésente, détournant la richesse du désir humain vers la seule consommation.

En définitive, ce qui peut apparaître a priori délirant dans ces propos hors pensée unique n'est jamais que de l'arithmétique élémentaire : s'il y a trois consommateurs d'un bien qui ne peut en satisfaire qu'un seul, la question est de savoir lequel sera le gagnant et au terme de quel affrontement. Le problème est assez simple s'il s'agit de trois individus, il devient compliqué s'il s'agit de trois masses humaines qui se comptent en milliards d'individus : les pays riches, les pays émergents, les pays pauvres. L'inertie et la passivité de telles masses sont considérables. On ne peut les orienter vers d'autres objectifs que ceux prévalant aujourd'hui sans une immense volonté et sans donner le temps au temps. Pourtant l'urgence commanderait de se presser un peu, de travailler sans attendre d'affronter une situation dangereuse.

Après tout, il est possible que l'on se trompe, que la terre dispose de ressources renouvelables plus vastes que celles que l'on prend en compte dans les perspectives. Certes, mais dans le doute il est prudent de faire jouer le principe de précaution. Mieux vaut avoir prévu le pire s'il ne se produit pas ou si l'on en a renvoyé la menace par les mesures énergiques prises. De toutes façons, qui niera qu'une humanité moins stressée par l'obsession de la consommation, plus conviviale, plus spirituelle, plus cultivée, au sein d'un environnement assaini, vivrait de manière plus heureuse, pour les pauvres mais aussi pour les riches au désir mutilé par l'excès de consommation qui prévaut aujourd'hui ?

On attribue à Sénèque, un sage de l'Antiquité, cette maxime tout à fait opportune : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas les faire mais parce que nous n'osons pas les faire qu'elles sont difficiles ». Elle peut constituer une utile conclusion à ces quelques propos.

**Gabriel Marc**